

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 12 septembre 2022

Face à la flambée des prix, ripostons bec et ongles pour nos salaires

Guerre, inflation, catastrophe climatique, risque de récession... Après la crise sanitaire, le capitalisme accumule les fléaux. Macron annonce désormais la « fin de l'abondance et de l'insouciance ». Chaque ministre y va de son « petit geste » pour éviter les coupures de courant cet hiver, et le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, nous invite à enfiler un pull pour baisser le chauffage. Manière toute d'arrogance de préparer l'offensive à venir contre le monde du travail !

Mais de quelle insouciance parle-t-on ? Celle des riches qui polluent la planète avec leurs jets privés ? Les 10 % les plus riches sont responsables de la moitié des émissions de CO2 mondiales. Ceux-là obtiennent des dérogations pour arroser leurs golfs en pleine sécheresse ou continuer d'acheter Ferrari ou Lamborghini quand on annonce l'interdiction des voitures thermiques en Europe en 2035.

Qu'importe si la planète brûle, si les inondations meurtrières succèdent à la canicule, particulièrement désastreuses dans les pays les plus pauvres, comme actuellement au Pakistan où elles ont fait plus de 1 300 morts. En France, l'Insee estime que 14 % de la population va connaître au moins vingt journées anormalement chaudes chaque été dans les décennies à venir. Les plus pauvres en subiront les pires conséquences avec des logements mal isolés. Les mêmes qui, en hiver, doivent choisir entre se chauffer ou manger.

Centimes pour les uns, milliards pour les autres

Côté abondance, le fromage n'est pas mieux partagé. Salaires et pensions ont fondu, et cela continue, face à une inflation qui atteint déjà 6 % sur un an. Les patrons trouvent toutes les excuses du monde pour monter les prix : invasion de l'Ukraine (mais la hausse de l'énergie avait commencé bien avant !), coûts de transport, pénurie de composants, etc. La réalité est que la hausse des prix alimente directement les profits. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés à leurs actionnaires. Dans l'automobile, Stellantis (résultat de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler) a augmenté ses bénéfices de 34 % au premier semestre 2022 par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé.

Ce n'est qu'hypocrisie quand on entend parler de taxer les superprofits des compagnies pétrolières et du fret maritime. Jusqu'au chroniqueur au journal patronal Les Échos, qui découvrirait que cela « n'a rien d'incongru ni d'anormal a priori ». Si c'est pour accorder de nouvelles baisses d'impôt à l'ensemble des entreprises et tout juste mieux partager les profits entre patrons, la belle affaire !

L'urgence est à la hausse des salaires

La préoccupation du gouvernement est surtout d'empêcher une véritable hausse des salaires, d'éviter que le patronat ait à mettre la main à la poche ! Et c'est pour mettre toujours plus la pression sur les chômeurs, les obliger à accepter n'importe quel boulot précaire et sous payé qu'il annonce une énième réforme du chômage.

Le patronat se plaint de la pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie, le bâtiment, les bus, le personnel soignant... Qu'il augmente les salaires et améliore les conditions de travail !

Cette hausse des salaires indispensable face au coût de la vie, 300 ou 400 euros au moins pour rattraper leur retard par rapport aux hausses de prix, il faudra l'imposer au patronat. Les travailleurs anglais ont donné l'exemple, avec des grèves massives ces dernières semaines. En France, les grèves, nombreuses mais isolées au début de l'été, celles dans les transports en commun en cette rentrée, montrent que la colère est bien là. Il faut qu'elles se multiplient et s'unissent pour l'emporter.

Des directions syndicales appellent à la mobilisation le 29 septembre. Saisissons l'occasion pour que ce premier avertissement soit massif. Mais surtout préparons la suite : discutons entre nous et organisons-nous pour frapper tous ensemble le plus fort possible.

Site internet :

www.convergencesrevolutionnaires.org

On veut dix fois plus

Afin d'éviter les mouvements sociaux qui se multipliaient, dû à l'augmentation de l'inflation, Suez a pris les devants et a ouvert de nouvelles négociations avec les syndicats. Il en résulte une prime temporaire jusqu'à décembre de 50 euros brut (30 euros net) pour les employés gagnant moins de 2500 euros.

Pour payer les factures et remplir le caddie, il nous faut 300 euros nets en plus par mois.

L'esprit d'équipe... dans la lutte !

La grève à la Sevesc au mois de juillet a permis de nombreux échanges entre collègues de différents sites : bien mieux qu'une réunion de service !

Quel que soit le lieu de travail ou l'employeur, Suez ou Sevesc, nous sommes confrontés à la même dégradation de nos conditions de travail et aux bas salaires. De quoi donner envie de mettre, ou de remettre ça à la rentrée, face à la flambée des prix.

Accusés d'avoir trop reçu

Malgré le fait que la grève des collègues de la Sevesc a fait reculer leur direction au sujet de la prime qu'ils devraient rendre, ils ont néanmoins eu la désagréable surprise de recevoir un courrier avec Accusé de Réception en plein milieu des vacances, leur demandant un chèque de remboursement.

Les RH ne s'étant pas foulés en explications avant leur départ en congés, c'est plein d'incompréhension qu'ils ont reçu la nouvelle.

Alors, même si par le jeu des différentes primes, les collègues ne seront pas perdants, faire un chèque à son patron est quand même un comble !

C'est Suez qui prend l'eau !

Il y a 15 jours, la fuite qui a inondé le bâtiment administratif du Pecq a mis beaucoup d'animation. C'en serait drôle si la vétusté du bâtiment ne laissait pas craindre un risque électrique ou que des morceaux du plafond ne nous tombent dessus. Il a bien fallu un quart d'heure avant d'évacuer le bâtiment ! On a beau être habitués à gérer les fuites, elles peuvent être aussi dangereuses qu'un départ de feu.

Performants à faire et défaire

Au service Ordonnancement du Pecq, on revient à l'ancienne organisation. Spécialiser la gestion des appels et interventions d'urgence, ce n'était pourtant pas une mauvaise idée. Après, cela demande des effectifs suffisants pour la planification d'un côté et les urgences de l'autre. Or, la direction traîne pour chercher des remplaçants et entretient la vacance des postes.

La Performance que la direction essaie de réaliser, c'est de nous faire avaler la charge de travail en restant le moins nombreux possible.

Piscines fermées : alerte au parasite !

La fermeture brutale d'une trentaine de piscines municipales a jeté une lumière crue sur les mécanismes de « délégation de service public ». Le groupe capitaliste Vert Marine avait récupéré la gestion de ces piscines : les mairies, qui fournissent les infrastructures, lui versent une somme qui couvre les factures, les salaires et sa marge de profit. Mais avec l'augmentation des coûts de l'énergie cette marge s'est réduite et Vert Marine a décidé unilatéralement de tout fermer ! La presse économique s'inquiète que cette affaire remette en cause le principe même de « délégation de service public », très utilisé dans le transport, l'eau ou la santé. On n'oserait pas !

« Les chômeurs constituent l'armée de réserve du capital » (Karl Marx)

En étroite collaboration avec les fédérations patronales concernées et à la demande du gouvernement, Pôle emploi constitue depuis la rentrée des « viviers » de chômeurs censés résorber la pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs en tension. Mais il est moins question d'aider les chômeurs que les patrons. Ainsi, le vivier sera surtout constitué de chômeurs récents, de « plus grande qualité » (dixit Pôle emploi) pour les exploiters que les chômeurs longue durée. Quant aux chômeurs eux-mêmes, Pôle emploi les menace de radiation s'ils refusent des offres qui ne sont pas pourvues depuis des mois... et pour cause, vu les conditions de travail dégradées et le salaire trop bas qui y règnent.

Un été mouvementé au Royaume-Uni

Cet été, les mouvements de grève se sont répandus au Royaume-Uni pour revendiquer des augmentations de salaire en phase avec l'inflation. C'est d'abord le réseau ferré qui a été paralysé par la grève, puis les postiers et les salariés de BT (ex British Telecom) sont entrés dans le mouvement. Et les mouvements se sont multipliés chez les éboueurs, les conducteurs de bus, les travailleurs de la santé, les manutentionnaires d'Amazon, voire les avocats.

Si les syndicats des postiers et des transports ont suspendu le mouvement après le décès d'Elizabeth II, il n'empêche que les attaques du gouvernement conservateur et du patronat ne connaissent pas de répit, et risquent bien de faire à nouveau déborder la colère.